

Rencontre avec les associations féministes et féminines genevoises

Vendredi 11 novembre 2022 au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard, 9h00 -13h00

Procès-verbal

Mots de bienvenue

Monsieur Alfonso Gomez, Conseiller administratif

Madame la Conseillère d'Etat,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir de vous accueillir ce matin au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard pour cette rencontre annuelle avec les associations féminines et féministes genevoises. Organisées depuis 2019 conjointement avec le Canton, ces rencontres constituent un lieu d'échange riche, stimulant et propice au renforcement de collaborations indispensables entre institutions publiques et associations. Elles nous permettent de faire le point sur votre actualité et les projets que vous développez, mais aussi sur les besoins que vous pouvez constater sur le terrain. Elles sont aussi l'occasion de vous faire un retour sur les actions menées à l'échelle municipale et cantonale en matière de promotion de l'égalité. Je vous remercie donc d'être présentes et présents aujourd'hui.

J'aimerais d'emblée souligner que vous êtes, pour la Ville de Genève, des partenaires essentiels. Genève a en effet la grande chance de pouvoir compter sur un réseau d'associations féministes et féminines dynamique, foisonnant, constitué d'associations actives dans des domaines multiples ; un réseau qui initie des projets de qualité et que nous avons régulièrement l'occasion de soutenir. Je m'en réjouis. Je souhaite également saluer les représentants et représentantes des institutions genevoises actives dans la promotion de l'égalité qui sont avec nous aujourd'hui et avec lesquelles la Ville collabore également.

Vous le savez : si des progrès de taille ont pu être accomplis ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire pour créer une société véritablement égalitaire. L'acceptation par le peuple, le 25 septembre dernier, de la réforme «AVS 21» en constitue un exemple parlant. Si l'on entend parvenir à une réelle égalité, si l'on entend garantir la liberté des femmes et leur pleine citoyenneté, de nombreux combats restent ainsi à mener, notamment en matière de droits reproductifs, d'égalité salariale effective, de partage des charges domestiques matérielles et mentales, ou encore de droit à la libre disposition des corps.

Dans ce contexte, il est indispensable de continuer à nous engager, à tous les niveaux, pour que les enjeux d'égalité restent une priorité et que des actions et moyens soient mis en œuvre pour poursuivre les transformations de fond dont nous avons besoin pour créer une société plus égalitaire. C'est l'engagement de la Ville

- Projet Espace Santé Femmes*
*Réseau Femmes**

Réseau Femmes* :

Espace Santé Femmes* est un projet naissant, dont l'objectif est d'offrir un espace dédié à la santé des femmes et autour de ces thématiques pour toutes les personnes qui s'identifient en tant que femmes. L'objectif est de se réunir autour de sujets comme par exemple les règles, les violences, etc. C'est un espace ouvert et bienveillant où chaque femme peut venir avec son expertise de vie. Elles sont encouragées à être proactives sur ces sujets et à se les approprier. Nous faisons aussi en sorte d'inviter une professionnelle pour chaque thématique choisie. Pour le moment, l'espace est itinérant, mais à terme il se sédentarisera à la « Maison des femmes* ». Plus d'informations : <https://reseaufemmes.ch/espace-sante-femmes/>

Alfonso Gomez :

Je vous remercie. Ce très beau projet est soutenu par le service Agenda 21- Ville durable pour son démarrage, sur les années 2022 et 2023.

2. Crise énergétique et climatique

- Quelles mesures de soutien aux femmes ici (femmes, notamment retraitées, et familles monoparentales) et ailleurs (solidarité internationale) dans le contexte actuel de crise ?
AGFDU

AGFDU :

La crise énergétique pointe son nez pour cet hiver. Nous avons deux questions : une qui concerne les femmes d'ici, et une deuxième concernant les femmes d'ailleurs.

Première question : La crise va frapper les plus vulnérables. Comment les institutions vont-elles aider les femmes, en particulier celles qui ont une petite retraite ? Nous savons que le coût de la vie a augmenté de 4% les six derniers mois. Hormis l'Hospice général, y-a-t-il d'autres aides qui seront mises en place ?

Nathalie Fontanet :

Nous constatons une inflation de 2,7% ces douze derniers mois. Nous pouvons être reconnaissant-e-s d'être plus épargné-e-s en comparaison aux pays qui nous entourent. Le Conseil d'Etat a annoncé approuver certaines mesures pour les personnes en situation de précarité, surtout pour celles qui ont déjà de la peine à joindre les deux bouts sans l'inflation.

Le Conseil d'Etat a décidé d'augmenter le montant des subsides et des allocations logement comme mesure de soutien destinée à protéger le pouvoir d'achat des ménages. 26 millions de francs sont prévus pour l'an prochain. Le Conseil d'Etat a également pris des mesures ponctuelles face à une situation de crise. Ces mesures pourront être renouvelées ou non suivant le besoin, elles ont une durée d'une année. Le Conseil d'Etat a également décidé une augmentation des allocations familiales et du forfait d'entretien pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Ces mesures touchent à la fois la population des classes moyennes et la population qui bénéficie déjà de différents soutiens. Les allocations familiales seront indexées de 3.7% à la charge des caisses et non de l'État.

Alfonso Gomez :

Au niveau de la Ville, le projet de rénovation et de plan d'investissement est primordial. Nous espérons lancer les travaux pour la mise en place de logements sociaux sur la partie Cité-Jonction. De manière générale, l'administration municipale se mobilise à de multiples niveaux pour lutter contre la précarité et favoriser l'accès aux prestations qu'elle fournit pour les publics les plus vulnérables, en particulier dans cette situation d'augmentation des prix. Dans certains cas, les mesures développées s'adressent à tous les publics, de manière indifférenciée. Dans d'autres, elles mettent un accent sur les besoins spécifiques des femmes. Parmi ces mesures, on peut citer la lutte contre le sans-abrisme, l'accès à des logements à caractère social, le soutien à des foyers d'hébergement ou à des logements-relais destinés à des femmes en situation de vulnérabilité, menées par mon Département et celui de la cohésion sociale (DCSS) et de la solidarité. Il y a aussi l'allocation rentrée scolaire, la prise en charge des frais de restaurant scolaire, l'accès à des prestations sociales supplémentaires ou à des aides ponctuelles, assurées par le DCSS. Le Département de la culture travaille également au renforcement de l'accessibilité à l'offre culturelle de la Ville, avec notamment le chèque culture, des invitations au spectacle et des actions de gratuité. Il y a aussi les mesures pour favoriser l'accès aux pratiques sportives pour tous et toutes, ou encore le programme « Stop précarité menstruelle » qui vous sera présenté ensuite plus en détails.

AGFDU :

Deuxième question : Un tiers du Pakistan est sous l'eau à cause des inondations. La famine est déclarée en Somalie. Comment la solidarité internationale s'organise pour aider les femmes d'ailleurs ? Lorsque l'on sait que ce sont les pays industriels les plus pollueurs, et les pays des pays tiers qui en payent le prix. Que pouvons-nous prévoir depuis ici ?

Alfonso Gomez :

Evidemment c'est un combat très vaste qui est mené avec plus ou moins de succès. La Ville dispose d'un fonds de solidarité internationale qui s'appelle la DGVS. Il soutient des projets portés par des associations locales dans différentes régions du monde et travaillant en partenariat avec

des associations genevoises. En 2020, la part du budget de la Ville consacré à la DGVS s'élève à 0.62% et la Ville travaille pour mettre en œuvre son objectif d'atteindre le 0.7% en 2023. Il y a effectivement de forts besoins dans ce domaine-là particulièrement. Nous aimerions notamment renforcer dans ce cadre les axes « égalité de genre » et « lutte contre la crise climatique ». Mais ce 0.7%, c'est notre sparadrap par rapport aux besoins réels. C'est une préoccupation internationale, et nous agissons au niveau de la Ville.

Nathalie Fontanet :

En effet ce sont les femmes les premières victimes des conséquences du changement climatique. La solidarité internationale vise à renforcer la résilience des femmes pour faire face à ces crises. De nombreux projets financés par le Canton soutiennent des initiatives entrepreneuriales féminines qui renforcent leur autonomie financière via des coopératives de production et des groupes d'épargne. Nous devons soutenir les femmes pour qu'elles puissent accéder à la gouvernance et agir sur ces questions.

AGFDU :

Troisième question : Est-ce possible de réserver 10% du budget de la solidarité internationale pour cette thématique de l'urgence ?

Alfonso Gomez :

Nous avons un budget particulier pour les cas d'urgence.

3. Violences

- Femmes sans permis de séjour et victimes de violence

F-Information

ADEMAG

F-Information:

Nous offrons un accueil pour les femmes avec des consultations d'aide sociale, juridique et professionnelle. En ce qui concerne les consultations juridiques, nous avons environ 24 plages par semaine, et chaque semaine nous avons au moins deux femmes sans permis de séjour. Nous constatons que pour la plupart d'entre elles, ce sont des situations de violence qui sont rapportées. L'accès à la justice est théorique pour ces femmes, car elles craignent d'être expulsées si elles dénoncent les violences subies à la police. Les faits doivent être rapportés aux autorités ce qui les empêche de déposer une plainte. Nous nous retrouvons donc face à cette difficulté : Comment pouvons-nous les aider ? Nous soutenons le fait qu'un jugement pénal contre l'agresseur peut les aider à aller de l'avant. De plus, il y a un réel danger de récidive des auteurs du fait qu'ils ne soient jamais punis pour leurs actes. L'enjeu est aussi la question de la mise à l'abri des victimes qui, sans statut, ne remplissent pas les conditions d'accès et n'ont pas d'alternative. L'objectif est de trouver un moyen pour que les victimes de violences puissent accéder à la justice sans être renvoyées.